



**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 12/6/2023

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/05/2023

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

LES FROMAGERS DE SAINT-OMER  
67 rue Léonce Lionne  
62 120 CAMPAGNE-LEZ-WARDRECQUES

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\Les Fromagers de St omer\_Campagne lez wardrecques\_0007003930\2\_Inspections\2023 05 10\LES FROMAGERS DE SAINT-OMER\_Campagne lez Wardrecques\_RAPVI\_00070003930.odt  
Code AIOT : 0007003930

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement Les fromagers de St-OMER implanté Voie Nouvelle, porte multimodale de l'Aa 62120 Campagne-lès-Wardrecques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Les fromagers de St-OMER
- Voie Nouvelle, porte multimodale de l'Aa 62120 Campagne-lès-Wardrecques
- Code AIOT : 0007003930
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société « Les Fromagers de Saint-Omer » située dans la zone d'activités « Porte Multimodale de l'Aa » sur le territoire de la commune de Campagne-les-Wardrecques exploite un atelier de préparation et de conditionnement de fromages dans lequel sont réalisées des tâches de tranchage, râpage et emballage de fromages de types emmental, gouda, mimolette, cheddar, mozzarella, raclette, etc ...

L'activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2008, complété par arrêté préfectoral complémentaire du 21 avril 2017.

L'installation traite environ 9 000 tonnes de fromages par an, ce qui correspond à environ 300 000 litres équivalent-lait par jour.

Les produits conditionnés sont stockés avant expédition.

L'établissement fonctionne du lundi 5h00 au samedi 13h00 sans interruption, avec des horaires d'équipes fixés à 5h00-13h00, 13h00-21h00 et 21h00-5h00.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des déchets
- réseaux des rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Conception et exploitation des installations internes de transit des déchet	Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 5.1.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Bassin de confinement	AP Complémentaire du 21/04/2017, article 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 5.1.2.	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 4.2.2.	/	Sans objet
4	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 4.2.3.	/	Sans objet
5	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 4.2.4.	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le site présente un bon état de propreté et l'état des équipements liés à la sécurité et à la protection de l'environnement font l'objet d'un suivi régulier.

Toutefois deux prescriptions ne sont pas respectées au moment de l'inspection et doivent faire l'objet d'actions correctives de la part de l'exploitant :

- le respect de la durée d'entreposage des huiles usagées ;
- la mise à jour de la procédure relative au risque incendie pour intégrer les consignes relatives au bassin de confinement réalisé en 2017.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Séparation des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 5.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les huiles usagées doivent être éliminées conformément à l'article R.543-3 du Code de l'Environnement, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).</p> <p>Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-128 du Code de l'Environnement, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.</p> <p>Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-141 du Code de l'Environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le process industriel du site (découpe de fromages pour mise sous forme de fromage râpé ou tranché) est à l'origine de la production de déchets de plastiques d'emballages, de cartons et de palettes bois.</p> <p>Les plastiques et cartons sont récupérés par la société AUDO-TRI qui procède à 2 enlèvements par jour.</p> <p>Les palettes bois sont reprises une fois par semaine par la société SIEP de Blendecques. Les palettes en attente de reprise sont stockées en extérieur.</p> <p>L'activité produits des huiles usagées liées à la maintenance des machines. Vu le stockage d'environ 200 litres en bidons sur rétentions.</p> <p>L'exploitant présente le Bordereau de Suivi de Déchets correspondant au dernier enlèvement en date du 15/05/2020 par la société CHIMIREC NOREC pour 200 kg estimés réceptionnés sur son site de Ecques le jour même.</p> <p>Le site ne produit pas de déchets de piles et accumulateurs, les engins de manutention étant en location, les remplacements de batteries sont réalisés par le loueur.</p> <p>Pour la même raison, le site ne produit pas de déchets de pneumatiques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Conception et exploitation des installations internes de transit des déchet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 5.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.  La durée d'entreposage ne devra pas excéder : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 an lorsque les déchets doivent être éliminés,</li><li>• 3 ans lorsque les déchets doivent être valorisés.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les palettes bois en attente de l'enlèvement hebdomadaire sont stockées sur une dalle étanche reliée au système séparateur hydrocarbures. Les plastiques d'emballages et les cartons sont stockés dans des bennes métalliques étanches. Ils font l'objet d'enlèvements quotidiens par la société AUDOTRI.  Les huiles usagées sont stockées dans des bidons sur rétentions.  Le dernier enlèvement des huiles date du 15/05/2020. L'exploitant présente le B.S.D correspondant.  <b>L'exploitant n'est pas en mesure de confirmer la date prévisionnelle du prochain enlèvement des huiles usagées. La durée maximale d'entreposage de trois ans est dépassée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 4.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous ses réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,<ul style="list-style-type: none"><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),</li></ul></li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, points de rejet...),</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente un plan de récolement des réseaux établi par la société COLAS le 07/03/2017 suite aux travaux d'extension des entrepôts. Ce plan fait apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- le réseau d'alimentation en eau avec les différentes vannes de coupures ;</li><li>- le réseau de collecte des eaux usées et des eaux industrielles (lavage des sols) jusqu'au raccordement au réseau public de la zone d'activités ;</li><li>- le réseau de collecte des eaux pluviales avec les différents ouvrages de raccordements et de pré-traitement ;</li><li>- le bassin de confinement des eaux d'extinction avec la vanne d'isolement.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Entretien et surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 4.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.  L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
<b>Constats :</b>  Les ouvrages de collecte des eaux (regards à grilles) présentent au moment de l'inspection un bon état de propreté.  L'exploitant présente les factures relatives aux dernières actions d'entretien préventif :  - facture de la société CAP Industrie du 26/03/2022 pour le curage du réseau des eaux de lavage du sol de l'usine et du bac dégraisseur ;  - facture de la société CAP Industrie du 15/03/2023 pour le nettoyage du séparateur hydrocarbure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Isolement avec les milieux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2008, article 4.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement avec les milieux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'installation par rapport à l'extérieur.  Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.
<b>Constats :</b>  Le réseau de collecte des eaux usées est raccordé au réseau public en limite du site par une pompe de relevage. La mise à l'arrêt de la pompe au niveau du coffret présent à l'entrée du site permet de stopper les rejets d'eaux usées vers l'extérieur.  Le réseau de collecte des eaux pluviales dispose en limite sud du site avant son raccordement au réseau public, d'une vanne d'isolement à proximité du bassin de confinement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/04/2017, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions de l'article 7.6.6. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :  « Article 7.6.6. - Bassin de confinement  Les capacités de confinement, susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement), étanches aux produits collectés et d'une capacité minimum de 406 m <sup>2</sup> avant rejet au milieu naturel sont constituées par un bassin implanté en partie Est du site.  Un dispositif (vanne de barrage) permet d'obturer les rejets (pluviales et usées) aux réseaux de la zone d'activité. Chaque vanne de barrage est asservie au système de détection d'incendie. Les organes de commandes nécessaires à la mise en service de la vanne de barrage sont clairement signalés et doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.  La vidange des effluents potentiellement pollués suivra les principes imposés par l'article 4.3.7. du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.  La mise en place de l'ensemble des dispositions concourant au confinement du site et la réalisation des vérifications périodiques doivent faire l'objet d'une procédure écrite établie par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement. »
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un bassin de confinement des eaux d'extinction rendu étanche au moyen d'une géomembrane. Ce bassin figure sur le plan de récolement établi par la société COLAS le 07/03/2017 ; son volume de 460 m <sup>3</sup> est précisé sur la facture COLAS du 20/09/2017 relative à la création de ce bassin.  Une vanne de barrage présente à côté du bassin en limite de site permet d'obstruer le réseau d'évacuation des eaux pluviales vers l'extérieur du site et de réorienter ces eaux vers le bassin de confinement. Cette vanne signalée par une pancarte en matériaux inaltérables est asservie à la détection incendie, et peut également être manœuvrée manuellement.  L'exploitant dispose d'une procédure écrite référencée PROSEC-001 en date du 22/02/2016. <b>Cette procédure ne comporte pas d'informations relatives au bassin de confinement et doit être mise à jour pour intégrer les consignes en matières de fonctionnement du bassin de confinement et de la vanne de coupure mise en place en 2017.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription